



En réaction au communiqué publié par l'agence de presse Xinhuanet, le 13 février dernier et provenant de la plate-forme politique Mouvement bleu en RDCongo, du pasteur Jean-Paul Moka (qui implique l'ancien président ghanéen John Kufuor), l'Ambassade de la République Démocratique du Congo, près le Royaume de Belgique, les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, tient à faire la mise au point suivante.

Suite à l'initiative annoncée par l'agence Xinhuanet, le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication, Lambert Mende Omalanga, a fait la mise au point suivante, publiée par le journal L'Avenir paraissant à Kinshasa : le ministre a jugé « *déplacé et rétrograde de vouloir imposer un retour à des négociations comme solutions face aux cas d'erreurs ou d'irrégularités constatées dans l'organisation du scrutin (présidentiel et législatif du 28 novembre* »

De cette rectification, il ressort que le gouvernement de la République Démocratique du Congo, n'a jamais eu un quelconque contact avec la plate-forme politique Mouvement bleu en RDCongo et n'a manifesté aucune « *réaction* » par rapport à l'organisation d'un prétendu « dialogue inter-congolais », organisation dont il ignore totalement l'existence, et qui se tiendrait à Bruxelles, du « 22 au 27 mars » prochain.

L'Ambassade de la République Démocratique du Congo, tient également à mettre en garde et à informer l'opinion publique, qu'aucune des organisations ou pays cité, n'est impliqué dans cette

supposée « co-médiation », à qui elle dénie toute représentativité et tout mandat venant des autorités de la République Démocratique du Congo.

Par conséquent, cette initiative n'engage que les auteurs eux-mêmes et toute décision, recommandation ou avis, qui découleraient de la tenue à Bruxelles, de cette soi-disant co-médiation, devront être considérés comme nuls et nonavenus.

Ambassade de la République Démocratique du Congo

Rue Marie de Bourgogne, 30, 1000, Bruxelles